

Les hommes de la Constitution de 1867 devaient craindre la paralysie qu'amène inévitablement un tel état de choses. Or, ils auraient désormais à réconcilier bien autre chose que le Haut et le Bas-Canada, les provinces Maritimes et les provinces à venir. Il s'ensuivit donc que pour prendre le pouvoir à Ottawa les partis politiques devaient tendre inévitablement et de plus en plus à réconcilier des intérêts régionaux très divergents; ce qui signifiait généralement réduire le contenu idéologique à son strict minimum.

Et M. Trudeau, à l'époque, concluait:

Mais ce dont on ne s'est peut-être pas assez rendu compte, c'est le degré de pourrissement intellectuel où cela achève de nous mener.

Ainsi donc ce qui aux yeux des autres Canadiens constitue le principal mérite des hommes politiques du pays, qu'ils œuvrent au niveau fédéral ou au niveau provincial, cette faculté de faire des compromis et de s'ajuster aux réalités et aux conjonctures politiques canadiennes, cette admirable philosophie qui a permis au Canada de traverser sans trop de risques la plus sérieuse crise de son histoire, ce besoin de s'aimer, de se comprendre, de se tolérer, de s'accepter, de s'entendre, qui est la grande caractéristique de la vie politique canadienne, tout cela n'est pas la grande vertu des Canadiens; cela est devenu, aux yeux du premier ministre actuel, un vice répugnant qui conduit au «pourrissement de la pensée politique canadienne».

Ceux qui ont eu l'occasion de regarder à la télévision les débats de la conférence de septembre ont été unanimes à louer et à examiner la qualité des interventions des dix premiers ministres provinciaux, y compris celui de ma province. Ils ont pu constater que s'il y a «pourrissement» de la pensée politique canadienne, ce n'est pas au niveau provincial. Le pourrissement, monsieur le président, se trouve dans les documents Pitfield et Kirby, dans les tactiques de «bulldozer» du ministre de la Justice et dans l'art de la fausse représentation pratiqué de façon experte par le premier ministre du Canada lui-même.

Le premier ministre se targue d'avoir l'appui de son caucus, comme si ce dernier représentait la population canadienne, mais je doute que les Canadiens, et surtout les libéraux canadiens, se reconnaissent dans ceux que les électeurs ont envoyés siéger au Parlement. A toutes fins pratiques, le caucus libéral ne représente à tout prendre que deux provinces: le Québec avec plus de la moitié des membres du caucus et l'Ontario qui en fournit à peu près l'autre moitié. Les provinces Maritimes sont pauvrement représentées, et l'Ouest, à l'exception de deux députés, est totalement absent. Comment, dans ces circonstances, le premier ministre peut-il invoquer la représentativité de la nation canadienne au lieu de celle du caucus libéral? Passe encore si après un congrès d'orientation le premier ministre avait reçu un mandat clair des délégués de tout son parti. Mais ce mandat, il ne l'a jamais reçu, même lors des dernières élections, car il s'est sciemment et volontairement tu sur le problème de la réforme constitutionnelle, alléguant que les provinces en avaient assez d'un sujet qui était, il faut bien l'avouer, devenu la marotte du chef du parti libéral du Canada.

La constitution

Mais, en fait, le parti libéral vaut-il mieux que son caucus? Sur ce point, recourons au témoignage du premier ministre lui-même dans l'article de *Cité Libre* d'avril 1963. Je m'excuse auprès de mes amis d'en face de revenir à *Cité Libre*, mais le premier ministre . . .

Une voix: Ce n'est pas partagé!

M. La Salle: C'est partagé.

J'ai fait allusion il y a un instant à un article de *Cité Libre*. En fait, connaissant l'ambition du chef du gouvernement, on est en droit de se demander si ce n'est pas ce qu'il appelle le pourrissement de la pensée politique au sein du parti libéral qui l'a attiré dans cette formation et lui a fait répudier ses attaches d'antan.

D'ailleurs ne l'a-t-il pas avoué publiquement en se portant candidat libéral en 1965? N'a-t-il pas admis que, désespérant de voir jamais le Nouveau parti démocratique prendre le pouvoir à Ottawa, il lui fallait un outil plus souple pour réaliser ses plans, et que cet instrument toujours disponible aux autocrates il l'aurait trouvé dans le parti libéral? Malgré le profond mépris qu'il nourrit à l'égard de son propre parti, n'est-ce pas précisément la veulerie proverbiale de ses membres qui l'a porté à solliciter le leadership?

Relisons à ce sujet, monsieur le président, *Cité Libre* de 1963, texte vieux de 17 ans mais qui demeure d'une éclatante actualité. Il disait, et je cite:

Depuis que je regarde la politique, je ne me souviens pas d'avoir vu un spectacle plus dégradant que celui de tous ces libéraux qui ont reviré capot à l'unisson avec leur chef.

Dénonçant ce qu'il appelle . . .

. . . l'autocratie des structures libérales et l'extraordinaire couardise de ses membres . . .

. . . le premier ministre d'aujourd'hui, mais à l'époque, avec *Cité Libre* il ajoutait, et je cite:

La philosophie du parti libéral est fort simple: . . .

. . . C'est intéressant, monsieur le président.

Dites n'importe quoi, pensez n'importe quoi; ou encore mieux, ne pensez rien du tout; mais mettez-vous au pouvoir, parce que c'est nous qui pouvons le mieux vous gouverner . . .

. . . et concluait M. Trudeau:

. . . Tous des caves, ma foi!

C'est lui qui écrivait cela! Dire n'importe quoi, c'est ce que vient encore de faire le premier ministre du Canada dans sa dernière déclaration au peuple canadien, en affirmant que le rapatriement est urgent en raison des engagements pris à l'égard des Québécois lors du référendum du 22 mai.

Une voix: Vous n'étiez pas là le 22 mai!

M. La Salle: Non, monsieur le président, je n'étais pas là le 22 mai. Aujourd'hui ceux-là qui s'inquiétaient de ma non-participation au référendum vont comprendre . . .

Une voix: Tu n'as jamais été là pour le Québec!